



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS POUR LA DEFENSE ET LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS.

Organisations signataires :

Nous, organisations du mouvement syndical, associatif et politique, collectifs, comités et coordinations d'usagers, de personnels et d'élus constatons et combattons les attaques inédites du gouvernement contre l'ensemble des services publics, la fonction publique et ses trois versants (état, hospitalier et territorial) et tous les systèmes de solidarité mis en œuvre par la sécurité et la protection sociales.

Nous soutenons les mobilisations des personnels des EPHAD et celles des retraités.

Nous soutenons aussi les mobilisations de la jeunesse en cours.

Nous nous félicitons de la force et de la réussite de la mobilisation des personnels des services publics et de la fonction publique du 22 mars.

Après avoir cassé le code du travail, les droits et les protections des salariés, ce gouvernement entend maintenant en finir avec le statut des cheminots et le statut général des fonctionnaires fondés sur les principes d'égalité, de responsabilité et d'indépendance.

Or ces statuts sont pourtant des garanties essentielles pour les citoyennes, citoyens, usagers des services publics, personnels et élus de la qualité, de l'effectivité et de l'impartialité des missions de service public exercées.

Nous sommes toutes et tous concernés par cette attaque d'ampleur inégalée contre les services publics et la fonction publique.

Ensemble nous dénonçons et nous opposons à ce projet de régression sociale ; c'est un autre modèle de société que l'on tente de mettre en place d'où les valeurs de Liberté d'Égalité et de Fraternité seraient exclues, où l'humain et l'environnement ne seraient que des variables d'ajustement

A l'opposé de telles orientations nous sommes porteurs de propositions alternatives de justice et de solidarité. Cela passe nécessairement par un renforcement des missions publiques, des services publics et l'octroi des moyens budgétaires et financiers nécessaires pour leur réimplantation sur l'ensemble du territoire afin de garantir leur nécessaire proximité, l'égalité d'accès et d'exercice des droits.

Cela passe également par une réorientation des modalités d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'objectif de contribuer à une plus grande efficacité des services publics et non pour procéder à des fermetures de sites, supprimer des milliers d'emplois, dégrader les conditions et la qualité d'accueil des administrés.

Pour imposer ces autres choix nos organisations appellent :

- à la constitution et au développement de collectifs de défense et de développement des services publics sur l'ensemble du territoire y compris en outre-mer;
- à l'organisation dans toutes les localités de débats, d'actions, de rencontres des usagers, personnels et élus. Sans attendre, la Convergence nationale organisera trois moments de débats de portée nationale : Fonction publique / Rail et Services publics en réseaux : poste, énergie, eau,.../ Santé-Protection Sociale.
- à s'inscrire pleinement dans toutes les mobilisations qui sont et seront initiées dans les semaines et les mois qui viennent
- à un temps fort de mobilisation des citoyennes, citoyens, usagers, personnels et élus le samedi 23 juin 2018 dont nous déciderons la forme et le contenu lors d'une réunion courant avril.